

... ENQUÊTE ÉNERGIE ...

# La potion magique du Dr Ayoub

*Le célèbre expert canadien*

*préconise la création d'un SPI*

*- Serpent pétrolier international -*

*pour stabiliser le marché du brut...*

*Au profit de tous les acteurs*

*Le Dr Antoine Ayoub, professeur à l'université Laval au Québec, président d'Enercop (Energie et coopération internationale Canada), a bien voulu nous entretenir des facteurs structurels de changement du marché pétrolier et nous expliquer sa proposition de créer un Serpent pétrolier international (SPI).*

*Qu'est-ce qui fait la difficulté de déterminer les prix pétroliers ?*

■ Il faudrait revenir à une caractéristique majeure du secteur pétrolier international : les pays producteurs n'ont pas les mêmes coûts de production, puisque certains possèdent des réserves abondantes et faciles à extraire, d'autres pas. Par exemple, les pays du Golfe ont des réserves importantes et peuvent extraire un baril de pétrole à un coût relativement faible par rapport à d'autres régions - environ 1 dollar le baril. J'appellerai ce coût d'extraction, pour le besoin de la discussion : prix *plancher*. Il se trouve que, pour des raisons diverses - géopolitiques, économiques, etc. -, on a besoin d'autres producteurs qui, pour rentrer dans le cycle de production, ont eux des coûts d'extraction beaucoup plus élevés. C'est le cas de la mer du Nord, des Etats-Unis, du Canada... Par exemple il est difficile au Canada de sortir un baril de pétrole à moins de 15 dollars en moyenne. Par conséquent, si on prend les deux pôles extrêmes - le pôle des pays à réserves importantes et à coût faible et celui des pays à réserves éventuellement importantes mais à coûts très élevés -, on a une certaine idée, dans l'absolu, d'un prix *plancher* et d'un prix *plafond*. Cette différence énorme entre les coûts respectifs de production est à la base de la compréhension du marché pétrolier et de la difficulté de détermination des prix pétroliers.

*Quelles sont les chances d'un compromis entre les différentes positions ?*

■ Il y a deux situations possibles...

1. Si la structure du marché est concurrentielle, c'est la politique de « *chacun pour soi* » : la concurrence acharnée peut culminer par une guerre des prix, chacun tentant de prendre à l'autre une part du marché, comme c'était le cas en 1986, et comme cela pointait à l'horizon ces derniers mois. Dans ces cas la marge dont disposeront les pays du Golfe est évidemment beaucoup plus importante que celle dont bénéficie la mer du Nord et d'autres pays. Par conséquent, plus on s'acharne dans une structure concurrentielle, plus les prix auraient tendance à baisser, toutes choses restant égales par ailleurs.

2. Par contre, l'autre situation est celle du compromis, pour ne pas dire de « *cartellisation* ». Je n'ai pas peur des mots : on peut dire « *cartellisation* ». Si effectivement on en arrive là, il y aura des conditions à remplir, il faudra respecter les règles du jeu du cartel, qui est lui-même un compromis entre plusieurs producteurs. Si la situation du marché est pléthorique, le compromis serait difficile ; si, par contre, la situation du marché est restrictive, le compromis serait beaucoup plus simple sur le niveau des prix et des quantités.

Dans les années soixante-dix, on avait besoin du pétrole, il n'y avait pas de substituts, chacun des membres de l'OPEP produisait à pleine capacité ; par conséquent, l'accord entre les pays était plus aisé à réaliser, l'OPEP était alors présentée par les médias comme un organisme très fort, très puissant. Par contre, quand les économies industrialisées, poussées par les prix élevés du brut, ont eu le temps de s'ajuster, ont entre-

Une interview  
réalisée par  
KATIA  
SALAMÉ

pris d'investir dans les autres sources d'énergie et ont commencé à économiser l'énergie pour pouvoir se défaire de cette emprise pétrolière, il y a eu alors retournement. Et dès le début des années quatre-vingt, après le deuxième choc pétrolier, il était difficile à l'OPEP de pouvoir contrôler le marché ; alors la cohésion de l'OPEP a été mise à rude épreuve.

Pour me résumer : l'écart des coûts de production est masqué quand le marché est restrictif, et il émerge en pleine lumière quand le marché est pléthorique, chacun des producteurs tentant de prendre dans cette dernière situation le marché à l'autre ; dans ce cas-là, il est difficile de contrôler et de rationaliser le marché.

Tous les experts pétroliers parlent d'un changement structurel du marché. Quels sont les facteurs de ce changement ?

■ Il est évident que la hausse des prix du pétrole dans les années soixante-dix n'est pas restée sans réaction. A moyen et à long terme l'ajustement est possible ; à 35 ou 40 dollars le baril, la production dans de nouvelles régions devient possible ; c'est ce qui a fait émerger la mer du Nord, le Mexique, l'Angola, l'Égypte, le Yémen. Le développement des substituts au pétrole devenait rentable ; la structure même du marché s'est modifiée : il y a eu une rupture de l'intégration verticale d'une part, et la création des marchés *spot* d'autre part.

On s'est trouvé en face des pays de l'OPEP qui contrôlaient la production et la commercialisation du brut et des compagnies qui contrôlaient le *downstream*, c'est-à-dire le raffinage, la distribution, le transport. Cette structure bicéphale a introduit un changement très important dont la plupart des observateurs n'ont pas tenu compte. Les gens étaient obsédés par les prix au moment où la révolution de 1973 a, à mon avis, eu comme résultat structurel fondamental de couper la chaîne pétrolière, c'est-à-dire l'intégration verticale : ce n'était plus la même société qui explorait, produisait, acheminait le brut, le raffinait, le vendait. On s'est trouvé avec un marché brut que j'appellerai « *marché OPEP* ».

Dans la période où il y a eu pléthore, on a commencé à avoir des surplus à vendre ; ce n'étaient plus des accords d'Etat à Etat, on les vendait par l'intermédiaire du marché *spot*. Les acteurs ont alors commencé à augmenter. Outre les sociétés, il y avait une multitude de traders, de brokers, de compagnies de négoce ; le marché *spot* à son tour a donné naissance à des marchés à terme comme *Nymex*, et les marchés à terme ont donné naissance aux marchés à option, ceux-ci ont engendré d'autres marchés encore, etc. C'est la raison pour laquelle quelques-uns considèrent, depuis, que le pétrole est une matière première comme les autres.



SAYAH M'SADEK

C'est votre cas ?

■ Non. Je considère quant à moi que le pétrole est une matière première stratégique.

A qui profite cette situation de fluctuations amples et fréquentes des prix ? Est-elle appelée à durer ?

■ En réalité, il n'y a que les traders et les brokers qui ont intérêt à ce que le marché fluctue ainsi, car ils travaillent à la marge. Par contre :

1. Les compagnies pétrolières n'ont aucun intérêt à ce que les prix fluctuent à la hausse et à la baisse en permanence à 30 % et 40 %. La raison en est toute simple : elles ont besoin d'un marché relativement stable pour pouvoir investir. Stable ne veut pas dire fixe, mais les fluctuations des prix doivent être raisonnables pour permettre des investissements dans la prospection pétrolière ou même dans les autres sources d'énergie. Les multinationales considèrent que nous passons actuellement par une situation de tran-

Antoine Ayoub : « Seuls les traders et les brokers tirent profit d'une si ample fluctuation des prix, car ils travaillent à la marge. »

sition. Ce qu'elles souhaiteraient, c'est une transition vers une plus grande rationalisation du marché.

2. Je n'ai pas besoin de dire que les pays producteurs de pétrole n'ont aucun intérêt à ce que les prix fluctuent ainsi...

3. Les pays consommateurs n'ont pas eux non plus intérêt à ce que les prix fluctuent dans l'incertitude. On oublie qu'il y a aux Etats-Unis même des compagnies indépendantes qui constituent une grande force de pression ; on oublie que l'activité économique du Texas pourrait être paralysée par une forte chute des prix. Même chose au Canada, pour la région de l'Alberta où tous les projets mis en place comme substituts au pétrole souffrent d'une telle situation... Bien entendu, quand les prix chutent, il y a des gouvernements qui se réjouissent ; mais c'est un raisonnement de courte vue. Même les pays en voie de développement qui croient qu'une chute des prix serait avantageuse parce qu'ils payeraient moins cher leur facture pétrolière oublient que ce qu'ils gagnent sur un plan, ils le perdent sur un autre ; car il y aurait en cas de baisse des prix moins d'exploration pétrolière chez eux.

Une telle situation n'est donc dans l'intérêt de personne, elle peut conduire à un troisième choc pétrolier quelque part dans les années quatre-vingt-dix : il y aura moins d'investissement dans l'exploration et il y aura un moment où les mêmes causes produiront les mêmes effets.

Quelles solutions préconisez-vous pour stabiliser les prix pétroliers ? Vous avez lancé l'idée d'un Serpent pétrolier international... Qu'entendez-vous par là ?

■ D'abord, il y a la solution OPEP : l'Organisation doit pouvoir se discipliner. Si elle arrive à contrôler le marché, on pourrait vivre en paix pendant un certain temps, mais il y a des contraintes à cela...

Concernant le Serpent pétrolier international : j'ai pris l'analogie avec le Serpent monétaire européen, dans la mesure où le taux de change y fluctuait entre les monnaies européennes mais à l'intérieur d'un « couloir ». Il faudrait creuser cette idée, elle est suggestive. Si effectivement personne n'a intérêt à de grandes fluctuations des prix, mettons-nous d'accord sur un prix *plancher* et un prix *plafond* et laissons le marché jouer pour déterminer à l'intérieur de ce « couloir » les prix du pétrole, à chaque moment. Ce qui permettra aux investisseurs d'investir et aux pays producteurs de tabler sur des rentrées de devises relativement stables.

Cette idée vous semble-t-elle réalisable pratiquement ?

■ Je ne suis pas naïf pour croire que demain ma-

tin elle pourrait se concrétiser. Le principe en est simple. Aux techniciens de la développer, de l'« élaborer ». Ce n'est pas la mécanique qui bloque, c'est la volonté politique. Si effectivement les uns et les autres sont convaincus que les amples fluctuations de prix ne sont dans l'intérêt de personne, il peut y avoir une concertation. Elle se fera — elle se fait déjà — de plus en plus non point entre les Etats parce que les accords Nord-Sud ou plutôt les désaccords Nord-Sud nous ont appris que cette voie est bouchée, mais elle mettra en présence les grandes compagnies pétrolières et les pays producteurs. Autrement dit, l'intégration verticale sera en quelque sorte rétablie, en tenant compte du *changement de décor* que consacre l'avènement des pays pétroliers comme acteurs majeurs sur le marché international : c'est ainsi que l'Arabie Saoudite se lance dans des activités en aval sur le marché américain avec *Texaco*, le Koweït avec *BP*, la Libye en Italie, etc. Une manière de dire que si les politiciens ne peuvent faire leur *job*, c'est sur le plan commercial que l'affaire se conclurait. Sur ce plan-là, les deux interlocuteurs — compagnies nationales des pays producteurs ou leur émanation (*KIO* au Koweït, *Petromin* en Arabie Saoudite) et grandes compagnies internationales pétrolières — s'impliquent pour traduire des convergences réelles d'intérêts. Alors l'accord sur un prix *plancher* et un prix *plafond* serait plus facile à réaliser.

C'est le moment ou jamais d'appeler à une réunion entre pays membres de l'OPEP, pays NOPEP et pays consommateurs. Peut-être je prêche dans le désert... Ce serait bien dommage, car nous vivons actuellement une période de répit propice aux concertations.

Le répit n'est pas évident pour les pays producteurs...

■ Il faut se concerter durant cette période où il n'y a pas de crise aiguë. Tout en disant cela, je ne suis pas naïf, je sais que si l'on opte pour une stratégie à la Kissinger, ce sont des crises « chaudes » que l'on met plutôt à profit pour résoudre les problèmes. A mon sens cependant, c'est une période de répit, qui permet d'éviter les fortes secousses et de préparer l'avenir.

Revenons au Serpent pétrolier international... Pour que cette idée puisse aboutir, il faudrait passer par l'intégration verticale. Or la participation de certains pays producteurs dans les activités en aval des compagnies pétrolières internationales est actuellement assez contestée.

■ L'intégration verticale est la mécanique économique de mon idée ; mais elle peut tout aussi bien être adoptée grâce à un mécanisme politique. C'est assez difficile, mais je le souhaite. La stabilité est à ce prix.

« Tout en tenant compte de l'avènement des pays pétroliers comme acteurs majeurs sur le marché international, il faut rétablir "l'intégration verticale" de ce marché, grâce à une étroite concertation entre compagnies nationales des pays producteurs et grandes compagnies internationales. »

# Comment passer du « scénario concurrence » au « scénario coopération » ?

*Dans l'intérêt de tous*

*— producteurs, industrialisés et PMA —*

*il faut stabiliser les cours... Sans oublier les lois du marché*

Les « associés-rivaux » ont enfin réussi à entériner l'accord d'armistice, après une guerre des prix sans merci. La 84<sup>e</sup> Conférence ministérielle de l'OPEP, tenue à Vienne du 21 au 28 novembre, fera date dans les annales de l'Organisation. Les tiraillements internes ont été mis en sourdine. L'unité tant recherchée est restaurée autour d'un projet accepté par la totalité des membres : un plafond de production de 18,5 Mbj (millions de barils par jour), pour le premier semestre 1989, un accroissement global de 1,9 Mbj, soit de 11,4 % par rapport au dernier plafond, avec un objectif de prix de 18 dollars le baril. L'Irak et l'Iran acceptent le même quota de production (2,640 Mbj) et réussissent ainsi à faire la paix sur la scène pétrolière. Une question, cependant, reste posée : quelle est l'espérance de vie de cet accord ? Le moment de répit tant attendu est-il appelé à durer ?

« Nous sommes sur un palier de prix durable », affirme à Arabies le président honoraire de l'Institut français du pétrole, Pierre Desprairies. De son côté, Joseph Story, président de la compagnie Gulf Consulting Services, déclare : « La demande augmente lentement, la production des pays hors OPEP s'oriente doucement vers un équilibre. Maintenant, vous avez treize pays qui travaillent ensemble... 1989 sera probablement une bonne année. »

Cet optimisme n'est pas partagé par tous les experts pétroliers. La prudence reste de mise

pour Antoine Ayoub, président d'Enercop (Energie et coopération internationale) : « Même si l'OPEP, dit-il, réussit encore une fois et malgré les tiraillements à conclure un nouvel accord sur le plafond de production et sur les quotas incluant l'Irak, la question de survie de l'accord me paraît problématique. » Des intérêts nationaux divergents menacent de faire échouer la réalisation de l'objectif commun : mais aussi, comment ne pas observer que la politique du « chacun pour soi » menée avec acharnement par les « associés-rivaux » finit par léser l'intérêt national, à moyen et à long terme...

## ■ UN COMPORTEMENT SUICIDAIRE

... Le « scénario de concurrence » est un « scénario suicide » où les pays membres de l'OPEP augmentent leur production dans une conjoncture de baisse de la demande de pétrole OPEP et se livrent une concurrence irrationnelle pour arracher à l'autre des parts de marché ! Ainsi, tout récemment, nous avons pu constater des dépassements continuels de quotas par les Emirats Arabes Unis. Cette politique de reconquête de parts de marché conduit à l'effondrement des prix. Les conséquences d'un tel scénario sont tragiques sur tous les plans : financier, économique et social. Pour mesurer l'ampleur de la baisse des prix et des revenus des pays membres de l'OPEP durant les sept dernières années, il suffit de rappeler certains chiffres significatifs cités par Nicolas Sarkis, directeur du

Centre arabe d'études pétrolières (CAEP), lors du colloque sur *L'Evolution des prix du pétrole*, organisé par la CCFA (Chambre de commerce franco-arabe) et le CAEP, les 8 et 9 novembre derniers : les revenus réels pétroliers des pays de l'OPEP ont chuté (sur une base 100 en 1980) de 79,1 milliards de dollars en 1973 à 59,3 milliards de dollars en 1987 : au même moment, leur population s'est accrue de 46,6 % - passant de 289,8 millions d'habitants en 1973 à 425 millions en 1987 - et leurs besoins financiers ont considérablement augmenté à la suite des vastes programmes de développement qu'ils avaient lancés. Une telle amputation de revenus conduit nécessairement à des situations dramatiques : plusieurs des pays membres de l'OPEP sont fortement endettés : Nigeria, Venezuela, Equateur, Gabon, Algérie, Indonésie ; plusieurs Etats sont acculés à réduire leurs dépenses gouvernementales destinées à la consommation de masse, et ces mesures ont provoqué de graves conflits sociaux.

Dans les pays riches du Golfe, la chute des revenus pétroliers a eu pour conséquence de geler certains investissements et plusieurs projets, de réduire l'activité économique, d'entretenir et d'amplifier des déséquilibres socio-économiques. Le marasme économique s'est répercuté sur les autres pays de la région, qui bénéficiaient indirectement des revenus pétroliers. C'est ainsi qu'une bonne partie de la main-d'œuvre, venue des pays exportateurs de ressources humaines vers les pays exportateurs de l'or noir, se voit réduite au chômage du fait de la réduction de la manne pétrolière ; d'où une diminution du débit des flux de devises vers l'Egypte, la Jordanie, le Liban, la Syrie, les deux Yémen, etc.

Le « scénario de concurrence » - entre les membres de l'OPEP, entre l'OPEP et les pays NOPEP (Non OPEP) - n'est donc pas souhaitable et devrait céder la place à un « scénario de compromis »...

■ LA SOLIDARITÉ, CONDITION SINE QUANON

Pour commencer, compromis au sein de l'OPEP, qui implique d'abord une relative affirmation de l'autorité et de la force de l'OPEP. Cette affirmation suppose une réelle cohésion des pays membres, difficile car l'Organisation est minée par des dissensions qui ne sont que l'expression d'une diversité financière, économique, sociale et politique (voir l'encadré : *L'OPEP, conglomerat hétéroclite*).

En effet, alors que certains des membres, dans le Golfe, se caractérisent par des réserves pétrolières importantes, une faible population et bénéficient par conséquent d'excédents financiers substantiels, d'autres Etats, dont les réserves pétrolières sont plus réduites, doivent su-



P. FERRINGAMMA

bir le poids écrasant de la dette et nourrir une population de plus en plus grande : dans ce groupe, se situent le Nigeria, l'Indonésie, l'Algérie, le Venezuela, l'Equateur, le Gabon, l'Irak et l'Iran présentent un troisième type de situation, intermédiaire.

Pourtant, un même objectif unit les pôles les plus extrêmes de l'OPEP. La 84<sup>e</sup> Conférence ministérielle de l'OPEP en est l'illustration. L'accord du 28 novembre 1988 prouve que les pays membres ont choisi de dépasser l'optique de la courte vue pour s'atteler à la planche de salut : celle de la stabilité des prix autour de 18 dollars le baril, avec de nouveaux quotas de production...

Une telle stabilité d'un prix agréé par les différents acteurs sur la scène pétrolière est d'autant plus nécessaire que l'or noir reste un produit stratégique pour toutes les parties concernées. La stabilité du marché dans une fourchette de prix définie par des attitudes pragmatiques - comme le souligne Pierre Desprairies -, ou bien dans le cadre d'un Serpent pétrolier international - comme le suggère Antoine Ayoub -, permettrait aux pays producteurs de tabler sur des recettes pétrolières régulières, pour financer leur développement. Cette stabilité permettrait aussi aux sociétés pétrolières d'investir et assurerait aux pays consommateurs la sécurité de leur approvisionnement, sans trop de secousses

Cependant, la bonne volonté des « seigneurs

*Bien des réunions des ministres du Pétrole de l'OPEP donnent lieu à de véritables psychodrames, à l'occasion desquels toutes sortes de clivages peuvent se manifester : Irak-Iran, riches et moins bien lotis, « progressistes » et modérés, Arabes et non-Arabes...*